

COMMUNAUTE DE COMMUNES "VEZERE - MONEDIERES - MILLE SOURCES"

REHABILITATION D'UN BATIMENT EXISTANT POUR CREATION D'UN TIERS-LIEU ET D'UNE BIBLIOTHEQUE

Le Bourg
19 170 TARNAC

LOT 0 - CCTP COMMUN

CCTP PHASE DCE 2

<u>MAITRE D'OUVRAGE</u>	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "VEZERE - MONEDIERES - MILLE SOURCES" 15, avenue du Général de Gaule 19 260 TREIGNAC	
MAITRISE D'OEUVRE	
<u>ARCHITECTE</u>	<u>BE FLUIDES</u>
CLAVEYROLAT Sébastien 19, avenue Carnot 19 200 USSEL Tél : 09.81.79.11.34 - Fax : 09.81.70.09.24 Email : s.claveyrolat.archi@bbox.fr	B.E.M.P. 39, route de Beauze - BP 69 23 200 AUBUSSON Tél : 05.55.67.77.40 - Fax : 05.55.67.77.41 Email : contact@bemp.pro
<u>ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION</u>	<u>BUREAU D'ETUDES</u>
CS2N Economie de la construction 38, rue Niel 63 100 CLERMONT-FERRAND Tél : 04.73.91.93.93 - Fax : 04.73.91.93.94 Email : contact@cs2n.fr	SIGMA ingénierie 6a rue Chanoine Broquin 19 100 BRIVE Tél : 05.55.88.37.28 - Email : sigma.brive@wanadoo.fr



Chef de projet :
Rédacteur :

N° Affaire :
Indice :
Date : 21/04/17

SOMMAIRE

CCTP		
PHASE DCE 2.....		1
0.1	A) - PRESENTATION GENERALE.....	4
0.1.1	Présentation du projet.....	4
0.1.2	Nature du marché.....	4
0.1.3	Objet du document.....	4
0.1.4	Liste des intervenants.....	4
0.1.5	Liste des lots.....	5
0.1.6	Liste des documents graphiques et pièces écrites.....	5
0.1.7	Pièces constitutives du marché.....	5
0.2	B) - NOTES COMMUNES SUR L'OPERATION.....	6
0.2.1	Sécurité Incendie.....	6
0.2.1.1	Classement de l'établissement.....	6
0.2.1.2	Notice Sécurité Incendie.....	6
0.2.1.3	Comportement au feu des matériaux.....	6
0.2.2	Hygiène et Sécurité des travailleurs.....	6
0.2.3	Prescriptions réglementaires communes à tous corps d'état.....	6
0.3	C) - PRESENTATION DES PRESTATIONS de L'ENTREPRISE.....	7
0.3.1	Prestations dues par l'entreprise.....	7
0.3.2	Proposition de base / variantes.....	8
0.3.3	Planning prévisionnel.....	8
0.3.4	Protection des ouvrages / dégradations.....	8
0.3.5	Réception des supports.....	8
0.4	D) - DEMARCHES et ETUDES.....	9
0.4.1	Démarches et autorisations.....	9
0.4.2	Caractère forfaitaire de l'offre.....	9
0.4.3	Caractère non limitatif du CCTP.....	9
0.4.4	Etudes d'exécution/Vérification des plans.....	10
0.4.5	Dimensions - Dispositions ouvrages.....	10
0.5	E) - MATERIAUX/EQUIPEMENTS/PROCEDES non TRADITIONNELS.....	10
0.5.1	Prescriptions concernant les matériaux et les équipements.....	10
0.5.2	Marques/Modèles/Echantillons/Coloris.....	11
0.5.3	Techniques non traditionnelles.....	11
0.5.4	Agréments/Essais/Analyses.....	11
0.6	F) - TRAVAUX.....	11
0.6.1	Connaissance des lieux.....	11

0.6.2	Travaux nécessaires à l'installation de chantier	12
0.6.3	Organisation de chantier.....	12
0.6.4	Règles d'exécution générales.....	13
0.6.5	Interfaces entre lots	13
0.6.6	Démolitions	15
0.6.7	Travaux à proximité d'ouvrages ou voiries existantes	15
0.6.8	Tolérances de mise en oeuvre	15
0.6.9	Nettoyages.....	15
0.7	G) - RECEPTION.....	16
0.7.1	Remise en état du site après travaux	16
0.7.2	Autocontrôle / Essais de fin de chantier	16
0.7.3	Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	17
0.7.4	Rappel des documents techniques de références.....	17
0.8	H) - DIVERS.....	18
0.8.1	Rendez-vous de chantier.....	18
0.8.2	Règlement des honoraires aux BET	18
0.8.3	Tri sélectif	18

Code	Désignation
0.1	<u>A) - PRESENTATION GENERALE</u>
0.1.1	<u>Présentation du projet</u> <p>Les travaux ont pour objet la REHABILITATION D'UN BATIMENT EXISTANT POUR CREATION D'UN TIERS-LIEU ET D'UNE BIBLIOTHEQUE à TARNAC (19).</p>
0.1.2	<u>Nature du marché</u> <p>Le présent dossier sera attribué en corps d'états séparés suivant la liste des lots formulée, à raison d'un marché par corps d'état, à l'une des entreprises soumissionnant pour chaque lots.</p>
0.1.3	<u>Objet du document</u> <p>Le présent C.C.T.P. constituant le document contractuel technique prioritaire des plans fournis, les entrepreneurs ne pourront arguer, soit d'un manque de concordance entre plans et C.C.T.P., soit d'omission, d'une erreur ou d'une imprécision dans la prescription ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'art.</p> <p>Les plans de projet et le présent C.C.T.P. sont complémentaires. Ainsi, l'entrepreneur ne peut prétendre ignorer ce qui figure sur l'un de ces documents même s'il ne figure pas sur l'autre et inversement.</p> <p>L'entrepreneur reconnaît par le fait même de sa soumission qu'il a pris parfaitement connaissance des sujétions de toutes natures qu'il pourra rencontrer en cours d'exécution.</p> <p>Son offre de prix tiendra compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées à la réalisation de ces prestations, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des frais d'échafaudages et de voiries éventuelles. - les frais divers et nécessaires dus aux protections des ouvrages existants et neufs réalisés. - l'ensemble des prescriptions prévues dans les documents contractuels (CCP / CCAP / CCAG) concernant notamment les frais et les participations des entrepreneurs à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses des entrepreneurs prévues par ces documents. - les frais dus aux difficultés d'approvisionnements et de mise en œuvre sur site. - les frais d'étaisements provisoires, de puisement d'eau. - les nettoyages et les enlèvements nécessaires des divers gravois après chaque intervention. <p>Les analyses ou les essais, qu'ils soient prévus ou non dans les DTU, seront toujours à la charge de l'entrepreneur.</p> <p>Il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté à l'acte d'engagement servant de base au marché, l'entrepreneur devra réaliser l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage en conformité avec les plans, le respect des ordres de service qui pourront lui être notifiés au cours du déroulement du marché, l'application et le respect de la réglementation et les normes en vigueur, réputées connues par les entrepreneurs.</p>
0.1.4	<u>Liste des intervenants</u> <u>Maître d'Ouvrage :</u> <p>COMMUNAUTE DE COMMUNES "VEZERE - MONEDIERES - MILLE SOURCES" 15, avenue du Général de Gaule 19 260 TREIGNAC</p> <u>Architecte :</u> <p>Sébastien CLAVEYROLAT 19, avenue Carnot 19 200 USSEL Tél : 09.81.79.11.34 / Por : 06.74.14.34.64 Email : s.claveyrolat.archi@bbox.fr</p> <u>B.E.T. Structures :</u> <p>SIGMA Ingénierie 6, rue Chanoine Broquin 19 100 BRIVE Tél : 05.55.88.37.28 Email : sigma.brive@wanadoo.fr</p>

Code	Désignation
	<p><u>B.E.T. Fluides :</u></p> <p>BEMP 39, route de Beauze BP 69 23 200 AUBUSSON Tél : 05.55.67.77.40 / Fax : 05.55.67.77.41 Email : contact@bemp.pro</p> <p><u>Economiste :</u></p> <p>CS2N Economie de la construction 38, rue Niel 63 100 CLERMONT-FERRAND Tél : 04.73.91.93.93 / Fax : 04.73.91.93.94 E-mail : contact@cs2nfr</p>
0.1.5	<p><u>Liste des lots</u></p> <p>LOT N° 1 DEMOLITIONS / GROS-OEUVRE / VRD</p> <p>LOT N° 2 CHARPENTE BOIS</p> <p>LOT N° 3 COUVERTURE ARDOISES / ZINGUERIE</p> <p>LOT N° 4 MENUISERIES EXTERIEURES BOIS / SERRURERIE</p> <p>LOT N° 5 MENUISERIES INTERIEURES BOIS</p> <p>LOT N° 6 PLATRERIE / FAUX-PLAFONDS / PEINTURE</p> <p>LOT N° 7 SOLS SOUPLES</p> <p>LOT N° 8 CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE-SANITAIRE</p> <p>LOT N° 9 ELECTRICITE</p> <p>LOT N° 10 CARRELAGE / FAIENCE</p>
0.1.6	<p><u>Liste des documents graphiques et pièces écrites</u></p> <p>La série des plans et détails établis par les concepteurs constituent les documents graphiques contractuels.</p> <p>A ce sujet, il est précisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'en cas de divergences entre deux ou plusieurs plans portant la même date, ceux dessinés à la plus grande échelle prévaudront. - qu'en cas de divergences entre plans portant la même date et dessinés à la même échelle, l'appréciation en revient aux concepteurs. - que tout ce qui serait porté dans les pièces écrites mais ne figurerait pas sur les plans ou inversement, aura contractuellement la même valeur que si les indications étaient portées sur les pièces écrites et sur les plans.
0.1.7	<p><u>Pièces constitutives du marché</u></p> <p>DOCUMENTS GRAPHIQUES : Plan de masse architecte Plans, coupes, façades EDL architecte Plans PROJET architecte Coupes PROJET architecte Façades PROJET architecte Plans fluides Plans structures Carnet de détail</p> <p>DOCUMENTS CONTRACTUELS : Acte d'engagement (A.E.) C.C.A.P. C.C.T.P. COMMUN. C.C.T.P. Relatif à chaque lot D.P.G.F. Relative à chaque lot Planning prévisionnel</p> <p>DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES : Règlement de Consultation</p>

Code	Désignation
0.2	<u>B) - NOTES COMMUNES SUR L'OPERATION</u>
0.2.1	<u>Sécurité Incendie</u>
0.2.1.1	<u>Classement de l'établissement</u> L'entreprise prendra connaissance du Rapport de Sécurité de Méthodes et Coordination.
0.2.1.2	<u>Notice Sécurité Incendie</u> Il est rappelé que dans le cadre du marché de travaux, l'entrepreneur doit mettre en œuvre des matériaux, produits et composants de construction qui doivent être conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance et de leur qualité, caractéristiques et performances. Dans le cadre de cette obligation, l'entrepreneur devra pour tous les ouvrages de son marché, concernés par la réglementation "sécurité incendie" s'assurer en temps voulu que tous les matériaux, produits et composants de construction ainsi que leur mise en œuvre répondent bien à la réglementation. L'entrepreneur devra, le cas échéant, signaler aux concepteurs par écrit, toutes remarques et observations qu'il aurait à formuler à ce sujet. Se reporter aux observations sur plans et à la notice de sécurité visant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les stabilités au feu des éléments porteurs et autoporteurs. - les coupe-feu des planchers et voiles en partie courante. - les surcharges d'exploitation. - les résistances mécaniques et caractéristiques géométriques des voies pompiers. - Conformément à ces indications respecter le D.T.U. feu avril 1980.
0.2.1.3	<u>Comportement au feu des matériaux</u> Tous les éléments de construction pour lesquels un classement de résistance ou de réaction au feu est requis par la réglementation en vigueur, devront faire l'objet d'un procès-verbal, délivré par un des laboratoires agréés pour effectuer les essais de réaction et de résistance au feu (arrêté du 5 février 1959 modifié).
0.2.2	<u>Hygiène et Sécurité des travailleurs</u> Chaque entrepreneur prendra les dispositions réglementaires pour protéger les travailleurs pour les ouvrages qui les concernent. L'entreprise devra se référer au plan général de coordination du C.S.P.S.
0.2.3	<u>Prescriptions réglementaires communes à tous corps d'état</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux réalisés devront répondre, tant en ce qui concerne la qualité des matériaux que la mise en œuvre, aux documents législatifs et réglementaires ainsi qu'aux textes techniques en vigueur et applicables à l'opération. <p>Les textes législatifs et réglementaires applicables à l'opération sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lois, décrets, arrêtés interministériels, arrêtés préfectoraux, circulaires. <p>Les textes techniques applicables à l'opération sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les normes françaises. - Les normes Européennes. - Les documents techniques unifiés. - Les cahiers des clauses spéciales. - Le Cahier des Clauses Administratives Générales. - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières. - Les règles de calcul. - Les avis techniques. - Les règles et recommandations professionnelles. - Les agréments et labels. - Notice d'hygiène et Sécurité. <p>Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de signature du marché et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération objet du présent marché. - le cahier des charges D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiées par le C.S.T.B. ainsi que leur annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés. - les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels. - d'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles au titre de l'ensemble des documents précédemment cités. - la classification UPEC des revêtements de sol. - normes : les normes françaises et européennes homologuées.

Code	Désignation
	<p>L'énumération de certains D.T.U. et NORMES en tête de la description des différents corps d'état, n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus.</p> <p>L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des documents techniques particuliers. - des documents à caractère général et parfaitement connaître les clauses, conditions et prescriptions énoncées dans ces documents. <p>L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents techniques et plus particulièrement de ceux énumérés ci- dessus.</p> <p>En plus des documents définis ci-dessus, les documents techniques contractuels applicables aux travaux, les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avis techniques du C.S.T.B. pour les matériaux et procédés non traditionnels. - recommandations professionnelles provisoires (I.T.E.P. janvier 1980). - normes françaises pour le bâtiment, ces normes ne sont pas désignées ici, l'entrepreneur étant contractuellement réputé connaître toutes les normes se rapportant à son lot.
0.3	<p>C) - PRESENTATION DES PRESTATIONS de L'ENTREPRISE</p>
0.3.1	<p><u>Prestations dues par l'entreprise</u></p> <p>Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur aura en charge les études et l'exécution des travaux de l'opération à savoir principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'implantation in-situ de l'ensemble de ses ouvrages. - la fourniture des avis techniques ou agréments des matériaux devant être employés et ce avant leur commande. - les documents d'études techniques complémentaires. - l'exécution de tous travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages. - les plans d'atelier et de chantier suivant les indications ci- après : <p>L'entrepreneur devra établir les plans d'atelier, les plans de méthodes, de préfabrication ou d'adaptation à sa méthode d'exécution ainsi que tous les détails complémentaires à grande échelle et d'assemblages nécessaires à une bonne exécution sur le chantier.</p> <p>Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres etc... utiles.</p> <p>Ils seront dressés suivant les formats définis par le maître d'œuvre qui fournira également le type de cartouche à employer pour la numérotation des plans.</p> <p>Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans et dessins par le maître d'œuvre et les bureaux de contrôle.</p> <p>Cette approbation toutefois ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.</p> <p>Les détails d'exécution des dispositifs de liaison permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montage. - le rattrapage des jeux dans les tolérances. - le rattrapage des jeux hors tolérances. <p>La mise en service, la réception des ouvrages et leur parfait état de fonctionnement.</p> <p>La fourniture, le transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché.</p> <p>Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords etc..</p> <p>La fixation par tous moyens de ses ouvrages.</p> <p>L'enlèvement de tous les gravois.</p> <p>La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages etc...</p> <p>Toutes les installations de chantier et de sécurité nécessaires à l'exécution du marché y compris le repli de ces matériels.</p> <p>Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit etc... nécessaires pour respecter les délais d'exécution précisés au calendrier d'exécution annexé au marché selon la réglementation en vigueur.</p> <p>Et tous autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.</p> <p>La mise en service des ouvrages et leur parfait état de fonctionnement pendant les périodes de garantie.</p>

Code	Désignation
0.3.2	<p><u>Proposition de base / variantes</u></p> <p>Pour tous les lots où les qualités ou marques de matériel ou de matériaux sont précisés, la proposition de base devra, obligatoirement, être faite avec le matériau ou le matériel décrit.</p> <p>La notion d'équivalence sera admise, uniquement si le matériau, le choix des couleurs, la forme et la résistance sont parfaitement identique au matériel ou matériaux proposé au CCTP.</p> <p>L'entrepreneur pourra, le cas échéant, proposer un autre matériau ou matériel, mais cette disposition devra faire l'objet d'un chiffrage indépendant de la proposition de base ; l'acceptation éventuelle de cette variante sera décidée par les architectes et le Maître d'Ouvrage.</p> <p>Toutefois l'entreprise doit chiffrer la solution de base demandée par la Maîtrise d'œuvre. Toute offre sera jugée irrecevable si la solution initiale n'est pas chiffrée.</p> <p>Les variantes devront être présentées en annexe à la solution de base et chiffrées en plus ou moins value par rapport à celle-ci.</p> <p>L'entreprise a la possibilité de proposer des solutions variantes sans limites particulières, répondant aux prescriptions du CCTP.</p> <p>Dans ce cas, l'entreprise devra joindre à l'appui de son offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une note descriptive détaillée comportant tous renseignements et les répercussions sur tous les corps d'état. - Une note complète d'information à toutes les entreprises après signature des marchés. - Un engagement précisant que la variante n'entraîne pas de modification dans les prestations finales, et notamment dans les objectifs d'isolations phonique et thermique, accessibilité, sismique ou feu. - Une note précisant toutes les modifications d'aspect consécutives à la variante proposée. <p>De surcroît, toute variante devra OBLIGATOIREMENT être présentée pour l'ensemble des lots concernés par la modification.</p> <p>Aucune variante ne sera acceptée après la signature des marchés, sauf sur aléa de chantier.</p> <p>Les demandes d'autorisation administratives et de voirie nécessaires seront réalisées par l'entreprise.</p> <p>Si l'acceptation de la variante proposée entraîne une modification des plans de D.C.E., l'entreprise s'engage à les faire modifier à sa charge.</p>
0.3.3	<p><u>Planning prévisionnel</u></p> <p>L'entreprise devra prendre connaissance du planning prévisionnel joint au dossier et devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'engager par écrit à réaliser les prestations dues à son marché défini dans le CCTP, dans les temps défini par celui-ci. - signer et joindre le planning prévisionnel. <p>En cas de difficulté quant au respect du temps attribué à l'entreprise dans le planning prévisionnel; l'entreprise devra clairement le signifier par écrit, dans un document annexe joint avec le planning prévisionnel dans l'offre de l'entreprise, expliquant clairement les raisons du non respect de celui-ci. Dans tous les cas, l'entreprise devra signer le planning prévisionnel.</p> <p>Attention : Le respect du planning prévisionnel peut être un critère de notation de l'offre technique. Voir le règlement de Consultation.</p> <p>Le planning d'exécution définitif sera mis au point durant la période de préparation, en accord avec les entreprises. Le planning d'exécution tiendra compte uniquement des éventuelles remarques des entreprises suite à l'appel d'offres.</p>
0.3.4	<p><u>Protection des ouvrages / dégradations</u></p> <p>Chacun des entrepreneurs devra la protection de ses ouvrages en cours de chantier et devra, en outre, veiller à ce que les ouvrages ne soient pas cause de dégradation des travaux des autres corps d'état.</p> <p>Toutes les détériorations et dégradations qui apparaîtront en cours de chantier seront réparées par l'entrepreneur titulaire des travaux, <u>au frais de l'auteur des dégradations</u>.</p> <p>Si l'auteur des dégradations n'a pu être identifié, les frais de réparations seront au titre du compte-prorata.</p> <p>Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier et en particulier, les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufrures. Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées etc... seront mises en oeuvre, protégées par des bandes adhésives, des vernis pelables ou solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.</p>
0.3.5	<p><u>Réception des supports</u></p> <p>Chaque entrepreneur est tenu de réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir. Il devra faire toutes les réserves et observations s'il y a lieu. L'exécution de ses travaux sans observation préalable consignée sur le procès-verbal de rendez-vous de chantier, constitue une acceptation de fait des supports.</p> <p>Tout refus de réception de support par l'entreprise doit être justifié.</p>

Code	Désignation
0.4	<u>D) - DEMARCHES et ETUDES</u>
0.4.1	<p><u>Démarches et autorisations</u></p> <p>Les entreprises devront s'assurer des autorisations et démarches nécessaires pour le bon déroulement du chantier auprès des divers organismes de sécurité, se conformer aux règles de circulation en vigueur sur le chantier.</p> <p>Les entreprises doivent au moment opportun et de leur propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu la mise en service des installations.</p> <p>Elles doivent se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître de l'ouvrage et les remettre aux Services intéressés.</p> <p>Elles devront se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents des services intéressés ou des organisations désignées par eux.</p> <p>Elles devront fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandées.</p> <p>En outre, elles devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures. - Transmettre au Maître de l'Ouvrage et aux Maîtres d'œuvre tous les renseignements qu'elles auront recueillis au cours de ces contacts. <p>Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous les frais nécessaires pour les opérations de contrôle ou de vérification.</p>
0.4.2	<p><u>Caractère forfaitaire de l'offre</u></p> <p>L'entreprise devra remplir les D.P.G.F. des différents Corps d'état et pour chaque site, joint au Dossier de Consultation des Entreprises. Ce cadre est un devis quantitatif détaillé fourni à titre indicatif et n'engage ni la maîtrise d'œuvre, ni la maîtrise d'ouvrage et peut être complété par l'entreprise, le prix de l'acte d'engagement suppose que soient compris tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.</p> <p>Les prix doivent tenir compte des difficultés d'exécution, des foisonnements et des plus values correspondant à des sous - détails non mentionnés dans le quantitatif.</p> <p>Les prix unitaires comprennent toujours la fourniture et la mise en œuvre, les ouvrages étant terminés en ordre de marche.</p> <p>Les quantités sont données à titre indicatif. Elles seront vérifiées et pourront, le cas échéant, être complétées par l'entrepreneur si celui-ci le juge nécessaire lors de la remise de son offre.</p> <p>L'entrepreneur pourra demander au Maître d'œuvre ou au bureau d'études, tous les renseignements qu'il jugerait utiles afin d'établir une offre sous forme de prix net global et forfaitaire.</p> <p>En se servant de la décomposition annexée au dossier de consultation sans y apporter des corrections, l'entreprise entérine, de fait les chiffres proposés et les accepte. Dans ce cas, aucune augmentation du marché ne pourra être revendiquée, (marché global et forfaitaire).</p> <p>Les quantités indiquées sont nettes. L'entrepreneur devra prendre en compte dans son prix unitaire des quotas de chutes, pertes et autres sujétions.</p>
0.4.3	<p><u>Caractère non limitatif du CCTP</u></p> <p>Le présent C.C.T.P. constituant le document contractuel technique prioritaire des plans fournis, les entrepreneurs ne pourront arguer, soit d'un manque de concordance entre plans et C.C.T.P., soit d'omission, d'une erreur ou d'une imprécision dans la prescription ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'art.</p> <p>Le C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et leur mode d'exécution.</p> <p>Il n'a aucun caractère limitatif.</p> <p>Les offres de prix tiendront compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les difficultés d'approvisionnement et de mise en œuvre. - les frais d'échafaudage, d'étalement, d'épuisement d'eau. - la protection des surfaces. - les nettoyages, enlèvement des gravats après chaque intervention et de l'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation des entrepreneurs à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses des entrepreneurs prévues par ces documents. <p>Les analyses ou essais, qu'ils soient prévus ou non dans les DTU seront toujours à la charge de l'entrepreneur.</p> <p>Ils devront signaler pendant la période de consultation, au maître d'œuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire et demander tous les renseignements nécessaires à la bonne compréhension de tout ce qui leur semblerait incomplet ou imprécis.</p> <p>Il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté à l'acte d'engagement servant de base au marché, l'entrepreneur devra réaliser l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux en conformité avec les plans, les ordres de service qui pourront lui être notifiés, au cours du déroulement du marché, la réglementation et les normes réputées connues.</p>

Code	Désignation
0.4.4	<p><u>Etudes d'exécution/Vérification des plans</u></p> <p>Avant toute exécution, les entrepreneurs sont tenus de vérifier toutes les cotes ou dessins qui leur seront remis.</p> <p>Ils devront signaler en temps utile, au maître d'œuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire et demander tous les renseignements nécessaires à la bonne compréhension de tout ce qui leur semblerait incomplet.</p> <p>Chaque entrepreneur reprendra sur place les cotes de ses ouvrages et sous sa responsabilité.</p> <p>Sauf les dessins à grandeur d'exécution, aucune cote ne devra être prise à l'échelle.</p> <p>Chaque entrepreneur calculera les cotes qui lui feront défaut et demandera au Maître d'Œuvre de lui préciser celles-ci, dans le cas où le calcul présenterait une difficulté.</p> <p>Aucun travail provenant de rectification, d'erreur ou d'omission ne pourra faire l'objet de supplément au prix total.</p> <p>- Le dossier de consultation des entreprises comporte les plans et dessins définissant les ouvrages à réaliser.</p> <p>Dans ces conditions, les documents suivants seront à fournir par les entreprises et à leurs charges :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plans d'ateliers et de chantier. - tous les plans d'exécution des ouvrages, plans de fabrication et de mise en œuvre nécessaire à la parfaite réalisation des travaux en respectant les prescriptions de la maîtrise d'œuvre et les impératifs de sécurité. - plans de détails complémentaires jugés utiles par l'entreprise. - les plans de recollement et d'ouvrages exécutés, de présentation et en nombre d'exemplaires à la demande du maître d'ouvrage. - tous les dimensionnements, calepinages, cheminements, et d'une manière générale tous les éléments pour réaliser les plans de synthèse. - les plans de détails complémentaires pour les lots architecturaux. - les dossiers d'interventions ultérieures sur les ouvrages. - les plans des entreprises seront à établir à partir des fonds de plan d'architecte ou de synthèse. Ils seront à l'aide de DAO suivant les règles informatiques fixées par la cellule de synthèse. <p>Avant toute exécution de travaux, l'entrepreneur devra la fourniture des pièces ci-avant. Les documents seront soumis à l'examen et pour approbation au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle. Suite à cet examen, l'entrepreneur devra la rectification impérative des plans et principes constructifs.</p> <p>L'entrepreneur devra la réalisation des ouvrages en respectant scrupuleusement toutes les observations entraînant des modifications, ceci sans supplément de prix.</p> <p>Il appartient à l'entrepreneur de procéder à la vérification de l'avant métré. Toute erreur qui pourrait être décelée à quelque moment que ce soit après la remise de l'acte d'engagement ne saurait conduire à une modification du prix forfaitaire porté à ce dernier.</p>
0.4.5	<p><u>Dimensions - Dispositions ouvrages</u></p> <p>Les entrepreneurs ne peuvent, de leur propre initiative, apporter de changement aux dispositions du projet ni aux matériaux prévus.</p> <p>Toutefois, les plans de détails nécessaires à l'exécution seront établis par les entrepreneurs sous leur responsabilité et à leurs frais.</p> <p>Ces plans devront être conformes aux documents du marché.</p> <p>Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des travaux correspondants.</p> <p>Au cas où un entrepreneur devrait modifier, pour une quelconque raison, les dispositions prévues, celui-ci serait tenu de prévenir au préalable l'architecte et d'en indiquer les raisons.</p>
0.5	<p><u>E) - MATERIAUX/EQUIPEMENTS/PROCEDES non TRADITIONNELS</u></p>
0.5.1	<p><u>Prescriptions concernant les matériaux et les équipements</u></p> <p>Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours techniquement et esthétiquement équivalents aux références éventuellement citées dans le CCTP.</p> <p>Les marques citées au présent CCTP ne sont en aucun cas définitives, elles indiquent seulement les performances techniques, esthétiques, le matériau, la gamme des coloris, la forme et la résistance désirées par le maître d'œuvre.</p> <p>Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans le présent C.C.T.P. par une marque nommément désignée et la mention "ou équivalent", l'entrepreneur aura la faculté de faire agréer par le maître d'œuvre un produit d'une autre marque sous réserve que ce produit soit techniquement et esthétiquement équivalent.</p>

Code	Désignation
	<p>Les matériaux et produits étrangers sont autorisés sous réserve de répondre aux normes européennes (marquage CE obligatoire) et d'être agréés par le Maître d'Œuvre.</p> <p>Tous les matériaux seront neufs et de première qualité en l'espèce indiquée. Les matériaux quels qu'ils soient ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.</p> <p>Dans le cadre des prescriptions de C.C.T.P., la Maîtrise d'Œuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.</p>
0.5.2	<p><u>Marques/Modèles/Echantillons/Coloris</u></p> <p>L'entrepreneur est tenu de présenter sa proposition de base avec des matériaux, appareils, accessoires, d'une des marques, modèles et références techniquement et esthétiquement équivalents à celles précisées au présent C.C.T.P.</p> <p>Il pourra proposer d'autres choix dans une ou plusieurs variantes chiffrées.</p> <p>L'entrepreneur devra présenter dès la réception de l'ordre de service de commencer les travaux, dans un délai de deux semaines après notification du Maître d'Œuvre, un échantillonnage des matériaux retenus, ainsi que les prototypes de matériels fabriqués qui lui seront demandés.</p> <p>Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier dans un local spécifiquement prévu à cet effet.</p> <p>Avant toute commande, l'entreprise devra demander par écrit au Maître d'Œuvre de définir les choix des coloris.</p>
0.5.3	<p><u>Techniques non traditionnelles</u></p> <p>Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique favorable du C.S.T.B. et d'un avis favorable de la Commission Technique de la Police individuelle de base.</p> <p>Ils nécessiteront la prise d'une assurance particulière par l'entreprise sur le procédé ou le matériau concerné.</p> <p>A défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au contrôleur toute justification technique lui permettant de formuler un avis.</p> <p>Le fabricant du procédé non couvert normalement, doit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité décennale comportant en outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la garantie des obligations auxquelles le poseur agréé par le fabricant peut être tenu, dans les limites des articles 1792 et 1792-2 du code civil, pour les dommages matériels subis par la construction. - le maintien de cette garantie pour la durée de responsabilité de l'entrepreneur traitant. <p>Les matériaux ou procédés non traditionnels ne bénéficiant pas, au moment de l'offre, d'un avis technique favorable, sont prohibés.</p>
0.5.4	<p><u>Agréments/Essais/Analyses</u></p> <p>Pour tous les matériaux et objets fabriqués soumis à un avis technique du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que ces matériaux titulaires de cet "avis technique en cours de validité" et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre d'en apporter la preuve.</p> <p>L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du maître d'oeuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.</p> <p>A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'oeuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.</p>
0.6	<p><u>F) - TRAVAUX</u></p>
0.6.1	<p><u>Connaissance des lieux</u></p> <p>L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux. - avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées. - avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, etc... - avoir pris tous les renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations. - connaître les disponibilités en eau, en énergie électrique etc.. ainsi que les points de livraison. <p>En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les détails ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.</p>

Code	Désignation
0.6.2	<p>L'entrepreneur ne pourra arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.</p> <p>L'entreprise signalera à la maîtrise d'œuvre la présence d'ouvrages souterrains (canalisations, fosses, réseaux ou autres) situés dans l'emprise ou à proximité du chantier.</p> <p>Toute découverte de valeur devra être obligatoirement signalée sur le champ et protégée de toute détérioration ou vol avant toute intervention des organismes intéressés et toute décision du Maître de l'Ouvrage.</p> <p><u>Travaux nécessaires à l'installation de chantier</u></p> <p>Sauf avis contraire, l'ensemble de l'installation de chantier et gérée par le lot GROS OEUVRE.</p> <p>GROS-OEUVRE</p> <p>Mise en place des panneaux de chantier.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installation du bureau de chantier, locaux d'hygiène et sécurité y compris vestiaires et réfectoire pour T.C.E., éclairage, chauffage, téléphone. (à maintenir jusqu'à la fin des travaux) - Mise en place de clôtures provisoires selon article délimitant précisément l'aire de chantier avec possibilité de fermeture à clé ou cadenas à chiffres d'un portail et accès séparé aux cantonnements. - Demande de branchement électrique en puissance suffisante pour le chantier et les diverses installations prévues pour le personnel, amenée du courant en pied d'immeuble, et raccordements des matériels de son lot, compris tous les organes de sécurité (grue, bétonnière,...) - Branchement provisoire d'eau. - Branchement provisoire (ou définitif) au réseau d'assainissement pour les locaux d'hygiène. <p>PLOMBERIE SANITAIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Distribution souple (hors gel) avec au minimum un robinet de puisage. <p>ELECTRICITE</p> <ul style="list-style-type: none"> - A partir de l'alimentation en pied d'immeuble prévue au lot gros-oeuvre fourniture et mise en place d'un coffret de chantier avec arrêt coup de poing comportant au minimum 4 prises monophasées 2 + T et 1 prise triphasée + T sous réserve que le point d'utilisation le plus éloigné ne soit pas à plus de 25 m de la prise, par niveau. - L'entreprise devra également l'éclairage des circulations par câbles et appareils fixés au plafond. <p>MENUISERIES INTERIEURES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de fermetures provisoires d'accès aux bâtiments dès la pose des portes et fenêtres, soit par mise en place de canons provisoires, soit de dispositifs permettant l'utilisation de passes avec les canons définitifs. - L'entreprise devra la gestion des clés. - Les portes d'entrées devront pouvoir être fermées. A charge par l'entreprise concernée (menuiserie ou serrurerie) de prévoir des dispositifs provisoires le cas échéant.. - En cas de défaillance d'une entreprise à faire réaliser les travaux prévus au titre de son lot et notamment ceux qui touchent à la fermeture du chantier (aire de travail et logements) et à la sécurité, le maître d'ouvrage pourra faire réaliser les travaux par une entreprise spécialisée et imputer la dépense à l'entreprise concernée. - Si les travaux relèvent du compte-prorata, ils seront imputés au mandataire du compte. <p><u>Organisation de chantier</u></p> <p>- <u>Installation de chantier</u> :</p> <p>L'entreprise devra réaliser l'installation de chantier conformément aux exigences du PGC.</p> <p>- <u>Compte prorata</u> :</p> <p>Il sera géré par le titulaire du lot GROS-OEUVRE et réglé selon les textes de l'Office du Bâtiment et des Travaux Publics du Corrèze sous réserve de l'application des modifications légales des textes concernant la sécurité et la protection de la santé et l'application prioritaire de l'article du C.C.A.P. concernant le chauffage du chantier qui sera toujours à charge du compte-prorata pour permettre la livraison dans les délais prévus, les intempéries n'étant plus prises en compte après la mise hors d'eau.</p> <p>Il n'est pas prévu que les installations définitives de chauffage puissent être utilisées pour la mise en température du chantier. La fourniture des alimentations et des convecteurs électriques provisoires doit être prévue au compte-prorata.</p> <p>Dans le cas où le compteur d'eau définitif est prévu dès l'origine du chantier, le maître d'ouvrage réglera les factures d'eau et récupérera les montants de ses factures (abonnement et consommation) auprès du gestionnaire du compte-prorata.</p> <p>Pour une unité d'aspect, le maître d'ouvrage se chargera de la commande de l'ensemble des panneaux de chantier prévus. Les factures du panneau Entreprises seront réglées directement par le mandataire du compte-prorata.</p> <p>- <u>Traitement des déchets</u> :</p> <p>Avant le démarrage des travaux, les modalités de collecte et d'évacuation des déchets de chantier seront clairement définies.</p> <p>Les obligations de gestion de chantier sont à la charge des entreprises afin de limiter les nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.</p> <p>Lors de la phase de préparation du chantier, chaque entreprise désignera un responsable « environnement » qui sera chargé de suivre et d'appliquer un plan détaillé d'organisation destiné à maîtriser les impacts environnementaux du chantier. Ce plan détaille les</p>
0.6.3	

Code	Désignation
0.6.4	<p>différentes zones du chantier ainsi que les moyens mis en œuvre pour assurer la propreté et limiter les pollutions (bacs de rétention, bacs de décantation, protections par filets des bennes, etc ...)</p> <p>Tout au long du chantier, les efforts communs soutenus par l'entreprise du lot Gros-œuvre, qui fournira les biens et les services collectifs nécessaires, ces prestations faisant partie intégrante de son marché.</p> <p>L'organisation de la collecte, du tri et de l'acheminement vers des filières de valorisation seront formalisées lors de la préparation du chantier.</p> <p>Un tri des déchets sur le chantier sera mis en place à la diligence de l'entreprise Gros-Œuvre qui sera responsable de la collecte, du contrôle du tri et de l'évacuation des déchets.</p> <p>Des bordereaux de suivi seront systématiquement renseignés, remis aux prestataires avec un double conservé sur le chantier.</p> <p>Le non-respect de ces dispositions entraînera l'application de pénalités à la diligence du Maître d'ouvrage.</p> <p>- <u>Nettoyage</u> :</p> <p>Tous les entrepreneurs doivent concourir à la propreté du chantier et faire assurer le nettoyage de leurs ouvrages.</p> <p>Ils devront, chaque semaine et en tout cas pour les rendez-vous de chantier, le nettoyage et l'enlèvement des gravois, débris et emballages de toutes natures.</p> <p>Dans le cas où il serait constaté une carence des entreprises pour l'exécution des nettoyages, l'architecte se réserve le droit de faire appel à une autre entreprise pour les réaliser à leur place, la rémunération étant portée au titre du compte-prorata.</p> <p>Les entreprises devront prendre toute précaution afin d'éviter de salir la voie publique après le passage des engins et camions. Leur attention est attirée, à cet effet, sur le paragraphe IV de l'article 471 du code pénal relatif au nettoyage des trottoirs et chaussées souillés par les engins.</p> <p>- <u>Sécurité</u> :</p> <p>Les travaux devant se dérouler à proximité de centre ville, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires à créer le moins de gêne possible pour les habitants et la circulation piétonnes et en véhicules. Il devra en particulier toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes (interdiction des abords immédiats du chantier au public, information, protection des projections, délimitation de stocks, rangement en fin de période de travail, repliement des premières échelles d'accès aux échafaudages en fin de période de travail, etc ...)</p> <p><u>Règles d'exécution générales</u></p> <p>- Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.</p> <p>A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il sera exigé un travail absolument parfait répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelle que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées dans le cadre des dispositions du présent C.C.T.P.</p> <p>La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Ouvre et le Maître d'Ouvrage, et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous les frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état et aucune prolongation de délai ne sera accordée.</p> <p>Sauf dérogation expresse au maître d'œuvre ou indications contraires explicitées résultant du texte du C.C.T.P., tous les ouvrages devront être traités en accord avec les spécifications des documents techniques contractuels.</p> <p>Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'avis technique ou du fabricant. Toutefois, en cas de désaccord entre ces prescriptions et les spécifications du C.C.T.P., l'entrepreneur devra le signaler au maître d'œuvre en temps utile. Ce dernier prendra alors toutes les décisions utiles à ce sujet.</p> <p>- Les niveaux sont définis en fonction d'un point de comparaison.</p> <p>L'entrepreneur devra informer, le cas échéant, le Maître d'Œuvre des erreurs, omissions ou anomalies qu'il aurait pu constater. Il restera seul responsable des erreurs ou omissions qu'il n'aurait pas signalées.</p> <p>- Les entrepreneurs ne peuvent, de leur propre initiative, apporter de changement aux dispositions du projet ni aux matériaux prévus.</p> <p>Toutefois, les plans de détails nécessaires à l'exécution seront établis par les entrepreneurs sous leur responsabilité et à leurs frais.</p> <p>Ces plans devront être conformes aux documents du marché.</p> <p>Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des travaux correspondants.</p> <p>Au cas où un entrepreneur devrait modifier, pour une quelconque raison, les dispositions prévues, celui-ci serait tenu de prévenir au préalable l'architecte et d'en indiquer les raisons.</p> <p><u>Interfaces entre lots</u></p>
0.6.5	

Code	Désignation
	<p>- <u>Coordination / Solidarité</u> :</p> <p>Afin qu'il n'ignore rien des obligations qui le concernent, chaque entrepreneur devra obligatoirement prendre connaissance de l'intégralité des CCTP.</p> <p>Les entrepreneurs ne devront pas invoquer des clauses du projet ou des ordres reçus pour travailler isolément et sans se soucier des ouvrages auxquels leurs travaux sont liés et subordonnés.</p> <p>Toutes les entreprises sont au contraire tenues de s'entendre sur ce qu'elles ont de commun pour l'exécution des travaux, de reconnaître par avance les conditions particulières de leurs interventions, de fournir les indications nécessaires aux autres corps d'état.</p> <p>Dans le cas où un travail par un premier entrepreneur nécessite la présence ou l'intervention d'un autre corps d'état, d'une part l'entrepreneur devra s'informer de la date et des limites si nécessaire, d'autre part, l'entrepreneur sollicité devra toutes précisions utiles pour une bonne coordination des ouvrages.</p> <p>Ils seront tenus ensemble pour responsables des conséquences pouvant résulter des dérogations à ces obligations.</p> <p>Les documents permettant le démarrage et l'exécution des travaux devront parvenir à l'architecte dans un délai maximum de huit jours après l'approbation des marchés, sauf indications contraires contenues dans le planning des travaux.</p> <p>Chaque entrepreneur est tenu de réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir.</p> <p>L'exécution des travaux sans observation préalable consignée sur les comptes-rendus de rendez-vous de chantier constitue une acceptation de fait des supports.</p> <p>- <u>Responsabilité/Vols/Dégradations</u> :</p> <p>Il est ici formellement stipulé que l'entrepreneur demeurera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations.</p> <p>- <u>Protections de ouvrages</u> :</p> <p>Chacun des entrepreneurs devra la protection de ses ouvrages en cours de chantier et devra, en outre, veiller à ce que les ouvrages ne soient pas cause de dégradation des travaux des autres corps d'état.</p> <p>Toutes les détériorations et dégradations qui apparaîtront en cours de chantier seront réparées par l'entrepreneur titulaire des travaux, au titre du compte-prorata.</p> <p>Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier et en particulier, les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufrures. Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées etc... seront mises en oeuvre, protégées par des bandes adhésives, des vernis pelables ou solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.</p> <p>- <u>Réception des supports</u></p> <p>Chaque entrepreneur est tenu de réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir. Il devra faire toutes les réserves et observations s'il y a lieu. L'exécution de ses travaux sans observation préalable consignée sur le procès-verbal de rendez-vous de chantier, constitue une acceptation de fait des supports.</p> <p>- <u>Percements - Raccords - Rebouchages - Scellements</u> :</p> <p>Tous les entrepreneurs sont tenus de fournir, dès la deuxième réunion de la période de préparation du chantier, les plans de réservations, mais ils devront, en cours de chantier, donner en temps voulu aux entrepreneurs intéressés, toutes indications concernant les sujétions dues à leur propre travail et veiller personnellement à l'exécution de ces travaux, dont les dispositions de détails sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les trous, percements, trémies, niches, feuillures et saignées sont réservés dans le béton et les pierres par l'entrepreneur du gros-oeuvre suivant les indications des corps d'état intéressés. - Les mêmes trous pratiqués après coup par omission ou impossibilité seront exécutés par l'entrepreneur de gros-oeuvre mais aux frais de l'entreprise défailante. <p>Tous les accessoires, quelles que soient leur nature et leur destination, seront fournis par les corps d'état intéressés, à l'entreprise de gros-oeuvre qui en assurera les poses, conformément au détail ci-après. :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le réglage et la mise en place effectués par le corps d'état intéressé, - Le scellement, le calfeutrement & le rebouchage seront assurés par l'entrepreneur de gros-oeuvre qui mettra également en place tous les taquets noyés dans les bétons. <p>Tout entrepreneur qui ne serait pas en mesure d'effectuer suivant les règles de l'art, les trous, scellements et raccords nécessaires, notamment dans le béton armé et les revêtements spéciaux, devra les faire exécuter à sa charge, par l'entrepreneur de gros-oeuvre ou toute autre entreprise de son choix.</p>

Code	Désignation
	<p>En cas de négligence ou de carence d'un entrepreneur pour l'exécution de ses raccords, ceux-ci seront réalisés sur ordre du Maître d'Oeuvre par une autre entreprise aux frais et risques et périls de l'entreprise défaillante, sans mise en demeure préalable.</p> <p>Tous les percements, raccords, scellements et rebouchages > à 100 mm diamètre sont réalisés par le titulaire du lot GROS-OEUVRE</p> <p>Tous les percements, raccords, scellements et rebouchages < ou = à 100 mm diamètre sont réalisés par les titulaires des lots CONCERNES.</p>
0.6.6	<p><u>Démolitions</u></p> <p>L'entrepreneur devra respecter toutes les réglementations générales et particulières applicables en matière de démolitions.</p> <p>En plus des assurances courantes, l'entrepreneur devra être couvert par une police couvrant les risques spéciaux des travaux de démolition.</p> <p>L'entrepreneur sera contractuellement réputé s'être rendu sur les lieux et avoir reconnu le site et les ouvrages devant être démolis. De ce fait, il est réputé avoir une connaissance parfaite des conditions dans lesquelles devront se faire les travaux, de la nature et de la texture des matériaux et des ouvrages à démolir, des incidences éventuelles des travaux de démolition sur les constructions contiguës.</p> <p>L'entrepreneur aura à prendre toutes les mesures de protection et de garantie efficaces pour assurer dans tous les cas la sécurité des tiers, la protection de l'environnement, la propreté du domaine public et privé et l'hygiène aux abords du chantier.</p> <p>Il aura à prendre également le cas échéant toutes les dispositions afin de n'apporter aucun désordre, si minime soit-il aux constructions conservées contiguës.</p> <p>Les mesures de sauvegarde de canalisations, câbles etc... qui s'avèreraient éventuellement nécessaires sont prises en accord avec les services compétents.</p>
0.6.7	<p><u>Travaux à proximité d'ouvrages ou voiries existantes</u></p> <p>Lors de l'exécution des travaux à proximité d'ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions et toutes précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel, tous les ouvrages pouvant subir du fait de ses travaux directement ou indirectement des dommages ou des désordres, notamment les murs.</p> <p>L'entrepreneur sera contractuellement réputé avoir procédé, avant tout début de travaux, à une visite en détail des lieux, pour reconnaître les principes de structures de l'existant et leur état de conservation, la nature et la qualité des matériaux constituant les ouvrages ainsi que toutes les particularités de la construction.</p> <p>De ce fait, l'entrepreneur est réputé connaître toutes les conditions et contingences particulières dont il aura à tenir compte lors de l'exécution de ces travaux.</p> <p>Toutes les dispositions devront être prises en temps voulu pour éviter dans tous les cas tous dommages ou désordres si minimes soient-ils aux ouvrages existants, tant en ce qui concerne les désordres pouvant apparaître après finition de ces travaux.</p> <p>Dans le cadre de ces dispositions et précautions à prendre, l'entrepreneur devra notamment le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser tous étalements et étrépillonnements. - procéder aux reprises par petites parties. - mettre en place toutes les protections des existants qui s'avèreront nécessaires. <p>En résumé, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions et toutes dispositions nécessaires quelles qu'elles soient étant bien entendu qu'il aurait le cas échéant à supporter toutes les conséquences des détériorations, dommages et désordres qui apparaîtraient sur les existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci.</p> <p>Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font implicitement partie des prix du marché.</p>
0.6.8	<p><u>Tolérances de mise en oeuvre</u></p> <p>Dans le cas où une entreprise emploie une technique nécessitant de la part d'un autre corps d'état des tolérances de mise en oeuvre particulières ou hors normes (planéité des supports, calepinage, alignements d'éléments etc.), elle devra d'une part avant tout début de chantier, définir, en concertation avec la ou les autres entreprises intéressées, les objectifs à atteindre, et d'autre part, en cours de chantier la vérification et l'acceptation des supports.</p>
0.6.9	<p><u>Nettoyages</u></p>

Code	Désignation
	<p>Tous les entrepreneurs doivent concourir à la propreté du chantier et faire assurer le nettoyage de leurs ouvrages.</p> <p>L'entrepreneur devra veiller à ne pas salir les espaces en activités pendant les travaux.</p> <p>Ils devront, chaque jour de chantier, le nettoyage et l'enlèvement des gravais, débris et emballages de toutes natures.</p> <p>Dans le cas où il serait constaté une carence des entreprises pour l'exécution des nettoyages, l'architecte se réserve le droit de faire appel à une autre entreprise pour les réaliser à leur place, la rémunération étant portée au titre du compte-prorata.</p> <p>Les entreprises devront prendre toutes précautions afin d'éviter de salir la voie publique après le passage des engins et camions. Leur attention est attirée, à cet effet, sur le paragraphe IV de l'article 471 du code pénal relatif au nettoyage des trottoirs et chaussées souillés par les engins.</p> <p>La commande d'une entreprise de nettoyage sera automatiquement effective après 1 rappel inscrit dans les compte-rendus de chantier. Aucune contestation ne sera recevable après ce rappel.</p>
0.7	G) - RECEPTION
0.7.1	<p>Remise en état du site après travaux</p> <p>Les entreprises auront implicitement à leur charge la remise en état du terrain pour toutes les zones ayant été utilisées pour les installations de chantier.</p> <p>Cette remise en état comprendra tous les travaux nécessaires de dépose et de démolition de tous les ouvrages, tant en élévation qu'en surface ainsi que la démolition de tous les ouvrages enterrés et l'enlèvement de tous les gravais.</p> <p>Les entreprises auront implicitement à leurs charges la remise en état du terrain après travaux, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la remise en état du terrain et l'évacuation des installations communes provisoires, ayant été utilisées pour les installations de chantier. - les travaux nécessaire à la restitution propre du terrain avant la réalisation des espaces extérieurs définitifs. - le nettoyage final avant la réception de l'ouvrage. <p>Ces travaux de remise en état devront restituer un terrain absolument libre et propre.</p>
0.7.2	<p>Autocontrôle / Essais de fin de chantier</p> <p>En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.</p> <p>Le contrôle interne, auquel les entreprises sont assujetties, doit être réalisé à différents niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché. - au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées. - au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations. - au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art. - au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. <p>Cet autocontrôle sera formalisé par un plan "ASSURANCE QUALITE".</p> <p>En ce qui concerne les installations techniques, les entreprises sont tenues d'effectuer obligatoirement les essais et vérifications de leurs installations et d'établir les procès-verbaux justificatifs.</p> <p>La liste et la description de ces essais et vérifications de fonctionnement des installations ont fait l'objet d'une publication, document technique COPREC n° 1 ou MONITEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DU 28 Mai 1979. (Supplément spécial n° 79.22 bis)</p> <p>Les modèles types de procès-verbaux ont fait l'objet d'une publication, document technique COPREC n° 2 ou MONITEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS du 23 Juillets 1979 (Supplément spécial n° 79.30 bis)</p> <p>Ces essais et vérifications portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la distribution collective d'antennes de télévision - le chauffage - les installations électriques - la plomberie - la ventilation - l'alimentation en eau - les réseaux d'évacuations - les réseaux informatiques. - ainsi que l'ensemble des équipements mise en oeuvre.

Code	Désignation
	<p>Les procès-verbaux d'essais et de vérifications de fonctionnement, seront ensuite communiqués au Contrôleur Technique.</p> <p>Les constructeurs visés à l'article 1792.1 du Code Civil effectueront les vérifications techniques auxquelles ils sont tenus pour leur propres prestations.</p> <p>D'une façon générale, l'entrepreneur ou les entrepreneurs concernés, sont tenus de réaliser, à leur frais, tout essai réclamé par le Maître d'oeuvre ou le Maître d'ouvrage, chaque fois que la bonne tenue ou les qualités d'un matériau ou d'un complexe de matériaux sont mises en cause.</p>
0.7.3	<p><u>Dossier des ouvrages exécutés (DOE)</u></p> <p>Les entreprises intervenantes devront fournir en fin de chantier, les plans des travaux réalisés et doivent être les documents de derniers indices respectant les ouvrages réalisés. Ils doivent être conformes aux exigences du CCAG.</p> <p>Le dossier des ouvrages exécutés comprendront, définie comme suit et donnés à titre indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans de gros-oeuvre, avec : <ul style="list-style-type: none"> - plans de fondations. - les plans de structure (coffrage et ferrailage). - les plans de chaque niveau, précisant la nature, l'épaisseur et la charge admissibles. - les plans de charpente. - les plans des réseaux intérieurs, concernant la totalité des réseaux, et présentés sur fond de plan d'architecte, ils préciseront : <ul style="list-style-type: none"> - les cheminements des réseaux. - la nature et caractéristiques dimensionnelles des réseaux (dimensions, matériaux, calorifuges...) - l'implantation des équipements et ouvrages de production, raccordements sur réseaux existants, etc... - les plans bâtiments, conforme à exécution et complété de données permettant la gestion patrimoniale du bien (surfaces, utilisation des locaux, numérotation) : <ul style="list-style-type: none"> - les vues en plans de chaque niveau. - les coupes du bâtiment (au moins une coupe transversale et une coupe longitudinale). - la liste des équipements spécifiques mis en œuvre pour satisfaire aux impératifs de sécurité incendie avec référence et localisation. - l'ensemble des PV de conformité des matériaux mis en place. - un dossier rassemblent les procès-verbaux de tous les essais et contrôles réalisés sur les ouvrages. Chaque essai devra comporter les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - référence aux plans nécessaires au repérage des parties d'ouvrage concernées - référence au mode opératoire utilisé (DTU, NF, CCTG,...) avec indication des articles des textes de référence indication de chaque essai et vérification effectués ; les résultats seront consignés en faisant apparaître tous les paramètres mesurés et les états de situation contrôlés. En regard seront portés les valeurs et résultats spécifiés par les documents généraux ou particuliers du marché chaque P.V. sera daté et mentionnera les noms et visas des personnes ayant participé aux épreuves, ainsi que le nom des organismes de contrôle éventuels. - les notices de fonctionnement des équipements afin de permettre aux utilisateurs chargés de la maintenance des installations de connaître leur fonctionnement général, et la conduite à tenir dans les diverses situations normales ou anormales pouvant intervenir. L'entreprise fournira la notice de fonctionnement « constructeur » conforme à la référence de l'équipement installé. En l'absence de notice « constructeur » adéquate, l'entreprise veillera à rédiger le document attendu. <p>Les DOE de chaque corps d'état sera fourni en 2 exemplaires papier + 1 CD, contenant l'ensemble des fichiers au format PDF et DWG ou natif pour les lots techniques.</p>
0.7.4	<p><u>Rappel des documents techniques de références</u></p> <p>Tous les ouvrages devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de signature du marché et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération, objet du présent marché. - Les cahiers des charges des normes et D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata. - Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U., et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B., B - les règles concernant la protection sismique des bâtiments d'habitation applicable à la zone notamment l'arrêté du 16 juillet 1992 - Les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers des charges ou procédure expérimentale spécifique (ATEX) pour l'exécution des ouvrages non traditionnels, - Les normes : les normes françaises homologuées : Tous les produits (matériaux et équipements) pour lesquels des normes NF existent devront être homologués NF. - Les classements aux labels décernés par les organisations de certification spécialisées. exemples : <ul style="list-style-type: none"> - ACERMI - isolants thermiques - F.I.T. - complexes d'étanchéité - CTB CI - charpentes industrialisées en bois - UPEC - revêtements plastiques - carrelages - ACOTHERM - fenêtres P.V.C. - CEKAL - vitrages isolants - FASTE - Blocs-portes intérieurs - ACERFEU - produits de désenfumage - QUALICOAT - laquage sur profilés métalliques - QUACANOD - anodisation (aluminium) - CTB Bois + - traitement des bois

Code	Désignation
	<p>- Les arrêtés préfectoraux du 02 juin 1999 concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les autoroutes et routes nationales * Les routes nationales * Les voies communales * Les voies ferrées (classement au bruit des infrastructures terrestres). <p>L'énumération de certains D.T.U. et normes en tête de la description des différents corps d'état n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-avant.</p>
0.8	<u>H) - DIVERS</u>
0.8.1	<p><u>Rendez-vous de chantier</u></p> <p>Les rendez-vous de chantier auront lieu aux jours et heures fixés par l'architecte, et l'entrepreneur ou son représentant dûment agréé, est tenu d'y assister.</p> <p>Les absences aux rendez-vous de chantier seront sanctionnées d'une astreinte par absence dont le montant est défini dans le CCAP, à partir du moment où l'entrepreneur doit y assister régulièrement ou y est spécialement convoqué (dépense à la charge de chaque entreprise individuellement).</p>
0.8.2	<p><u>Règlement des honoraires aux BET</u></p> <p>Aucun règlement d'honoraires est à prévoir par les entreprises.</p> <p>La mission ingénierie est : Mission de base + EXE</p>
0.8.3	<p><u>Tri sélectif</u></p> <p>Les entreprises sont tenues de réaliser le tri des matériaux et déchets de chantier tel que le prévoit la loi, pour cela des containers adaptés seront mis en place dans l'emprise du chantier.</p> <p>L'entreprise qui gère le compte prorata sera tenue de faire respecter la loi, d'évacuer aux décharges spécifiques les matériaux et de gérer les frais en découlant ou de faire réaliser cette gestion par une entreprise spécialisée et ce pendant toute la durée du chantier.</p>